

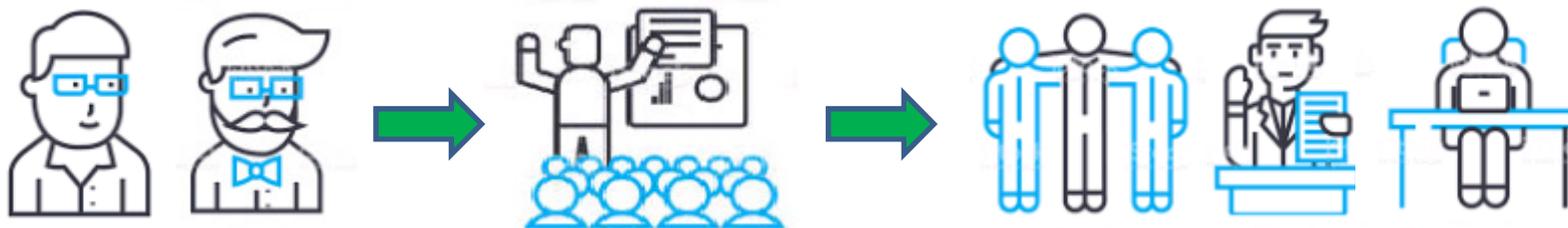
Présentation Convention IRSI par M. Huet Cabinet Devorsine ARCNA 8 octobre 2018

Une révolution plus qu'une évolution !

Sommaire

1. Introduction
2. Champ d'application
3. Assureur Gestionnaire
4. Evaluation et expertise
5. Prise en charge
6. Recours
7. Cas particulier de la Recherche de fuite
8. Questions/réponses

N'hésitez pas à m'interrompre et à me poser vos questions



Introduction

La convention CIDRE : Créée en 1970, la convention CIDRE régit les modalités de gestion de sinistres en dégâts des eaux entre deux compagnies d'assurance. Elle permet de minimiser les coûts de gestion en indemnisant plus rapidement la victime, en uniformisant les procédures de règlement ou en limitant les recours entre assureurs. Il s'agit d'un mode de gestion de sinistre inopposable aux tiers, c'est-à-dire que la Convention n'engage que ses adhérents.

Pourquoi faire évoluer cette convention ? Simplifier et accélérer la gestion des sinistres « Incendie » et « Dégâts des eaux » tout en responsabilisant les différents acteurs (copropriétaires vs. copropriétés)

IRSI: convention d'Indemnisation et de Recours des Sinistres Immeubles

Entrée en vigueur prévue le 1^{er} juin 2018

Champ d'application

La convention IRSI:

- ▶ Concerne les sinistres « **Dégâts des eaux** »
et « **Incendie** »
- ▶ Concerne les sinistres inférieurs à **5000,00€**
- ▶ Raisonne par « **Local** » vs. « **Lésé** »
- ▶ Implique l'assurance « **Propriétaire Non Occupant** » absente des précédentes convention

Champ d'application

Les différents seuils d'intervention (HT):

- ▶ De 0 à 1600,00€
- ▶ De 1600,00€ à 5000,00€
- ▶ Au dessus de 5000,00€

Quels dommages sont inclus ?

- ▶ Dommages matériels
- ▶ Frais afférents



*Il existe une seconde assiette de 5.000 € pour les
Dommages immatériels avec un recours dès le 1^{er} €
(pris en charge dans la limite du contrat d'Assurances)*



Assureur « Gestionnaire »

Désignation:

- ▶ Pour les locaux « **Privatifs** »

➡ *L'assureur de l'occupant du local sinistré*



Quelques cas d'exceptions



- ▶ Pour les locaux « **Communs** »

➡ *L'assureur de l'immeuble*

Rôle:

- ▶ Procéder à **l'évaluation des dommages**
- ▶ Effectuer la **Recherche de Fuite** si nécessaire

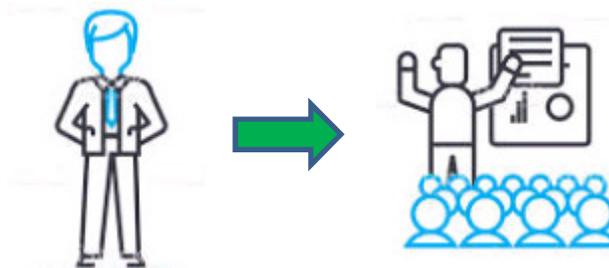
Evaluation et expertise

Deux seuils:

- ▶ De **0** à **1600,00€** > *Tous moyens*
- ▶ De **1600,00€** à **5000,00€** > *Expertise pour compte commun*

Deux principes forts de l'EPC:

- ▶ Un **unique expert**
- ▶ L'expertise pour compte commun est **opposable aux assureurs**



Evaluation et expertise

Les missions de l'expert :

- ▶ L'expert identifie **toutes les parties impliquées**
- ▶ L'expert **détermine les causes et circonstances**
- ▶ L'expert **chiffre l'ensemble des dommages** du local sinistré
- ▶ L'expert **dépose un rapport d'expertise** commun opposable aux assureurs concernés



Prise en charge

- ▶ De **0 à 1 600,00€** > **Assureur Gestionnaire**
 - *Dommmages matériels inclus dans l'assiette*
 - *Dommmages immatériels consécutifs dans la limite de son contrat*

- ▶ De **1600,00€** à **5000,00€** > **Assureur propriétaire des biens sinistrés**
 - *Ses dommages matériels et frais afférents*
 - *Les frais de recherche de fuite (RDF) lorsqu'il est l'assureur gestionnaire*
 - *Dommmages immatériels consécutifs dans la limite de son contrat*

Recours

- ▶ De **0** à **1 600,00€** > **Abandon de recours**
 *Cas particulier: Sinistres répétitifs* 
- ▶ De **1600,00€** à **5 000,00€** > **Recours possible après indemnisation**
- ▶ **Zoom sur le sinistre incendie :**
 - Le responsable est le locataire ou, si le logement n'est pas loué ou inoccupé, le propriétaire, *sans possibilité d'exonération*
 - Il y a *abandon de recours* en cas de communication d'incendie

Cas particulier de la recherche de fuite (RDF)

- ▶ Elle est organisée et prise en charge par **l'Assureur gestionnaire**
 - Elle est intégrée dans l'assiette
 - Elle peut faire l'objet d'un recours
- ▶ Si la RDF est effectuée **en amont**
 - Elle n'est pas intégrée dans l'assiette
 - Elle est prise en charge par l'assureur personnel de celui qui l'a effectuée
 - Elle peut faire l'objet d'un recours (si > 1600 €)





Cabinet Devorsine

COURTIER EN ASSURANCE • NANTES • PARIS

www.devorsine-immobilier.com

QUESTIONS/REPOSES

contact : arcna@arcna.fr